LES JEUNES SONT-ILS ENGAGÉS À TRANSMETTRE LEUR LANGUE ET LEUR CULTURE À LA PROCHAINE GÉNÉRATION ?

Ghislaine Pilon est vice-présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada et présidente de la Commission nationale des parents francophones (CNPF). Active dans le domaine de l'éducation francophone, elle habite actuellement Mississauga, en Ontario.

RÉSUMÉ

Le nombre et le dynamisme des réseaux locaux, provinciaux et nationaux de la jeunesse, ainsi que leur capacité de mobilisation, sont un acquis important pour la transmission à la prochaine génération de la langue française et du sentiment d'appartenance. Il existe une forte volonté de vivre en français. Suite au Sommet des communautés francophones et acadiennes, notre travail consiste à traduire cette volonté en une capacité de vivre en français.

À l'occasion du symposium sur la jeunesse et les minorités de langue officielle tenu par l'Association d'études canadiennes en février 2008, j'ai eu l'occasion d'aborder la question du rôle de la jeunesse dans la vitalité présente et future des communautés francophones et acadiennes. À cette occasion, j'ai fait valoir à quel point est essentielle la participation de la jeunesse à toutes les instances où se décide l'avenir des communautés et où sont entreprises les actions visant à garantir notre développement et notre épanouissement. J'ai souligné que cette participation de la jeunesse est essentielle, non pas uniquement parce qu'ils sont jeunes, mais parce qu'ils vivent la francophonie au jour le jour, ils en font partie, ils en ont une vision et une expertise spécifique dont nous ne pouvons nous passer.

Le présent article se veut une occasion d'approfondir certains enjeux reliés à la jeunesse au sein des communautés francophones et acadiennes en utilisant, justement, cette notion de participation comme trame de fond.

Les jeunes francophones, donc, sont-ils engagés à transmettre leur langue et leur culture à la prochaine génération ? Avant de répondre à la question, encore faut-il en clarifier les prémisses. En particulier, je trouve important d'apporter un bémol au concept de « culture ».

Les données du recensement de 2006 l'ont bien montré, la population du Canada se diversifie de plus en plus, et les communautés francophones et acadiennes n'échappent pas à ce phénomène. D'un concept de francophonie de souche définie par ceux et celles qui ont le français comme langue maternelle, nous sommes passés à un concept de la francophonie ouverte, définie par tous ceux et toutes celles qui choisissent de communiquer en français. Une francophonie qui inclut des gens d'origines diverses, ainsi que tous ceux et toutes celles qui ont appris la langue française et qui choisissent de participer de près ou de loin à la vie de la communauté francophone.

Une telle redéfinition implique que l'on parle non plus d'une culture francophone, mais de plusieurs cultures qui s'expriment par le biais de la langue française. Cette notion est particulièrement importante chez les jeunes : on n'a qu'à penser, par exemple, au fait que dans bon nombre d'écoles de langue française dans les régions métropolitaines comme Vancouver, Toronto ou Ottawa, plusieurs écoles comptent un important pourcentage d'élèves qui proviennent de l'immigration. Les jeunes sont donc les premiers à faire l'expérience de cette diversité qui définit de plus en plus la francophonie canadienne.



Dans ce contexte, ce n'est pas tant de transmission de la culture qu'il faut parler, mais plutôt de création et de transmission d'un sentiment d'appartenance qui s'articule autour de la langue française.

Là-dessus, la jeunesse des communautés francophones et acadiennes et les réseaux qui l'animent et la représentent nous montrent plusieurs pratiques exemplaires. Les grands rassemblements que sont les Jeux de la francophonie canadienne, les Jeux franco-ontariens, les Jeux de l'Acadie ou le Rassemblement Jeunesse (RaJe) de l'Alberta sont reconnus pour leur capacité de créer un fort sentiment d'appartenance chez des centaines ou des milliers de jeunes qui, ensemble, font l'expérience de la francité dans un contexte ludique. Je me dois absolument de noter, par ailleurs, la participation imposante, active et engagée des réseaux de la jeunesse lors du *Sommet des communautés francophones et acadiennes* de juin 2007, un rassemblement historique au cours duquel les communautés se sont donné une vision et une feuille de route pour les dix prochaines années.

Clairement, il y a, dans ce dynamisme des réseaux locaux, provinciaux et nationaux de la jeunesse, et dans leur capacité de mobiliser les jeunes, matière à optimisme en ce qui a trait à la volonté et à la capacité de créer ce sentiment d'appartenance qui favorisera la transmission de la langue – et d'une solidarité sociale – à la prochaine génération.

LES ENJEUX : CRÉER DES LIEUX DE VIE EN FRANÇAIS

Les acquis et les réussites qui ont trait à la jeunesse – qu'il s'agisse des quelque 600 écoles de langue française qu'on trouve dans neuf provinces et trois territoires ou des réseaux et des rassemblements par et pour les jeunes – ne sauraient cependant occulter le fait qu'il demeure de nombreux défis en ce qui a trait à la transmission de la langue française à la prochaine génération.

C'est en grande partie pour cette raison qu'il était particulièrement important pour la FCFA que la délégation jeunesse au Sommet soit nombreuse, présente et entendue. Les discussions lors du Sommet s'articulaient en fonction de chantiers qui recoupaient tous un bon nombre d'enjeux touchant directement les jeunes. On ne peut donc parler de vitalité des communautés francophones et acadiennes – ni présente, ni future – sans que les enjeux de la jeunesse n'y occupent une place centrale.

« Les données du recensement de 2006 l'ont bien montré, la population du Canada se diversifie de plus en plus, et les communautés francophones et acadiennes n'échappent pas à ce phénomène. »

Le premier chantier, intitulé « Notre population », vise l'accroissement de la population et du poids démographique des communautés francophones et acadiennes. Les participants au Sommet se sont entendus, notamment, sur l'importance de prévoir des stratégies visant l'inclusion, au sein des communautés, de tous ceux et toutes celles qui choisissent de communiquer en français. Cette notion a clairement son importance pour la transmission de la langue : dans un contexte ou les unions exogames sont de plus en plus nombreuses, il importe de miser sur l'apport des francophiles à la vitalité de la francophonie. Par ailleurs, dans un contexte où l'accroissement futur de la population canadienne viendra pour une bonne part de l'immigration – et c'est déjà le cas – il importe de mettre en œuvre des stratégies pour assurer que les nouveaux arrivants, et leurs enfants, participent pleinement au développement et à l'épanouissement des communautés.

Le deuxième chantier, intitulé « Notre espace », réfère à l'aménagement d'un continuum de services et d'activités en français qui permettent aux francophones de vivre dans leur langue dans tous les aspects de leur quotidien. À cet égard, le travail à effectuer se situe au niveau de deux catégories de lieux où se développe et s'entretient l'appartenance à la communauté francophone : le milieu scolaire et le milieu socio-culturel.

Je l'ai noté plus haut, le secteur de l'éducation en français présente des acquis incontournables. Le réseau des écoles de langue française est jeune – la majorité des écoles de l'Alberta, par exemple, ont été créées au cours des 15 dernières années – mais il produit déjà des résultats : c'est dans les écoles, par exemple, que plusieurs des réseaux jeunesse ont pris naissance et ont leur point de chute.

Toutefois, le réseau scolaire doit encore relever d'importants défis. En particulier, les résultats de l'enquête postcensitaire sur la vitalité des communautés de langue officielle, publiés en décembre 2007, montrent que la proportion d'ayants droits qui n'est pas inscrite à l'école de langue française demeure considérable. Une partie de la solution à ce défi consistera à considérer l'éducation en français comme un continuum qui s'étend du préscolaire au postsecondaire.

En tant que présidente de la Commission nationale des parents francophones, je suis bien placée pour savoir à quel point il est important d'assurer aux enfants une socialisation en français dès les premières années de la vie. À cet égard, le développement des services à la petite enfance en français a un impact direct sur la capacité des écoles de langue française d'accroître leur clientèle. Nos stratégies de développement devront donc viser à offrir aux jeunes francophones une scolarisation complète en français.

« Notre espace » a également trait à la création de milieux de vie en français qui s'articulent à l'extérieur de l'école. La majorité des jeunes francophones vivent dans un contexte où ils sont soumis à un très grand choix d'influences culturelles, pour la plupart de langue anglaise. Le développement d'un sentiment d'appartenance passe donc par notre capacité d'offrir aux jeunes – et aux moins jeunes – des choix culturels intéressants en français, qu'il s'agisse de contenus musicaux, de médias, d'activités sportives, d'événements ou de rassemblements, et surtout de contenus et de lieux virtuels sur Internet. Créer un engouement pour la langue française et le fait français renforce, par contrecoup, la volonté des francophones de transmettre leur langue, et tous les contenus qui y sont liés, à la prochaine génération.

Un autre chantier du Sommet, « Notre développement », a trait à l'accroissement de la prospérité socio-économique des communautés francophones et acadiennes. Encore une fois, il s'agit là d'une notion qui recoupe de près les enjeux de la jeunesse.

Les données du recensement de 2006 ont confirmé le mouvement vers l'urbanisation des communautés francophones et acadiennes. Bon nombre de régions rurales ou éloignées accusent un vieillissement de la population dû, en grande partie, à l'exode des jeunes. Voilà pourquoi on trouve, dans les grands résultats du Sommet, des considérations par rapport à la formation de la main-d'œuvre et au développement économique des régions. Assurer la pérennité des communautés situées à l'extérieur des grandes régions métropolitaines requiert des stratégies par rapport à la formation de la main-d'œuvre et au développement économique des régions, afin d'offrir des conditions de vie intéressantes à ceux et celles qui choisissent de s'établir dans des milieux ruraux ou éloignés.

Parallèlement, des actions s'imposent pour assurer que les jeunes francophones qui s'établissent dans les grandes villes, que ce soit pour y étudier ou y débuter une carrière, ont accès à des services et à des activités dans leur langue ; on revient encore une fois à la notion de création de milieux de vie en français.

DE LA VOLONTÉ À LA CAPACITÉ DE VIVRE EN FRANÇAIS

Les données de l'enquête postcensitaire sur la vitalité des communautés de langue officielle ont révélé que 78 % des francophones estiment important d'utiliser le français dans au moins une partie de leur vie quotidienne. Clairement, il existe une volonté de vivre en français, confirmée d'ailleurs par le dynamisme des réseaux de la jeunesse et par leur capacité de mobilisation.

Le travail des communautés, suite au Sommet, consiste à traduire cette volonté en une capacité de vivre en français. Cela passe par des actions concertées et interreliées au niveau de l'accroissement de notre population, de l'aménagement de notre espace et du renforcement de notre prospérité socio-économique. L'un ne va pas sans l'autre : l'inclusion des nombreux francophiles qui s'intéressent au fait français a un impact direct sur le développement de notre système d'éducation, tandis que le développement du capital humain des communautés a un impact direct sur notre capacité d'offrir une panoplie de services qui rejoignent les francophones dans tous les aspects de leur quotidien.

Ces considérations font partie du *Plan stratégique communautaire* que la FCFA et ses partenaires du *Forum des leaders* issu du Sommet sont à élaborer pour les dix prochaines années. Cela fait également partie des priorités que nous avons mises de l'avant lors des consultations menées par Bernard Lord en décembre et en janvier. À cette occasion, nous avons parlé de l'importance d'un coup de barre du gouvernement pour appuyer le développement de milieux de vie en français partout au pays. Cette approche holistique est incontournable quand on considère la volonté et la capacité des jeunes de transmettre la langue française à la prochaine génération.